TRAVAILLEURS

Parti pour une alternative communiste P.A.C.

Mensuel – N°29 – Novembre 1985 – 12,00 F

ISSN 0754-281 X

Ça bouge dans les colonies françaises

Ça bouge dans les colonies françaises...

A preuve les mobilisations de leurs peuples ces derniers mois,
faisant éclater la chappe de silence imposée par le colonialisme, avant et après 81 :
mobilisation ouverte le 18 novembre 84 en Kanaky et confirmée depuis,
mobilisation en Polynésie, mobilisation des journées de juillet dernier en Guadeloupe...
A preuve aussi la première Conférence des dernières colonies françaises,
les 5, 6 et 7 avril derniers, au Moule, en Guadeloupe,
où divers mouvements indépendantistes des dernières colonies françaises
ont mis en commun leur expérience et points de vue.
Conférence de portée historique, par sa tenue même signifiant la maturité
et la puissance du mouvement national et par la richesse de ses travaux,
témoignant de l'enracinement et de l'esprit de responsabilité
des organisations de libération nationale des dernières colonies françaises.
(cf des extraits des documents de la Conférence dans *Flash* spécial n°118 – 12 avril 85).
Ces derniers mois ont confirmé l'ampleur de la conscience nationale, la créativité
et le sérieux des projets avancés par les mouvements indépendantistes :
indépendance, non-alignement, recherche de modes de développement originaux,
pleinement enracinés dans la réalité politique, économique et culturelle de leurs pays.
Une conception neuve du développement se forge dans leurs expériences
et réflexions propres, qui fusionne le politique, l'économique et le culturel ;
elle ouvre une réflexion et un espoir pour tous les anticolonialistes.
Ainsi, le 24 octobre dernier, l'UPLG a lancé l'idée d'un forum
sur *« les voies et les obstacles au développement de la Guadeloupe »*,
visant à organiser une *« vaste confrontation des acteurs de la vie économique guadeloupéenne »* sur la base d'un constat unanimement partagé :
« En Guadeloupe, il n'y a pas une entreprise dans les secteurs productifs qui soit certaine de survivre au-delà de trois ans. Devant une telle situation, tout Guadeloupéen doit se poser la même question : que faire? ».
En Martinique, même démarche du mensuel *Asé pléré an nou lité* qui publie
un dossier documenté sur le thème : *« La Martinique est un pays sous-développé »*
(cf n°57 et 58).
Du 11 au 14 novembre, l'UPLG – Union générale des Travailleurs de Guadeloupe –
a organisé une réunion du comité de coordination et de solidarité
des travailleurs de l'industrie sucrière dans le monde (ICC-ASW) qui regroupe
des syndicats des travailleurs du sucre de 26 pays de tous les continents.
Le peuple kanak, quant à lui, s'est engagé sur la voie de la construction des régions
qu'il contrôle depuis les élections de septembre 85,
en privilégiant l'école – par le mouvement des EPK, écoles populaires kanakes –
et les coopératives de production, sur la base de la Charte du FLNKS reproduite ci-après.
Un bouillonnement sans précédent donc, où l'exigence et la bataille pour l'indépendance
sont intimement associées à une réflexion et à une expérimentation
des voies d'édification pour l'après-indépendance...
Alain Castan et Alain Dupré, représentants du PAC
à la Conférence des dernières colonies françaises, après un séjour en Guadeloupe,
ont été impressionnés par ce qui bouge en profondeur dans les colonies françaises,
ce dont ils témoignent ici.
Parole est aussi donnée – comme nous l'avions déjà fait dans *Travailleurs* n°23 et 24
avec l'UPLG, le FLNKS et le Front démocratique des Comores –
aux représentants des peuples colonisés eux-mêmes :
ici Rosan Mounien, secrétaire général de l'UPLG.
Enfin, François Roux, avocat des militants indépendantistes polynésiens,
met en évidence les spécificités du fait colonial et des luttes en Polynésie,
dans une interview qu'il a accordée à *Travailleurs* en mai dernier.

Rosan Adrien MOUNIEN :

Secrétaire général de l'UGTG

"Un modèle à inventer..."

■ Quand et comment est née l'UGTG, Union générale des travailleurs guadeloupéens?

L'UGTC est apparue en 1973 mais il faut replacer cette naissance dans l'histoire de notre lutte qui est bien antérieure. La phase actuelle de notre combat commence avec la résistance des paysans au démantèlement de l'économie de production. Ce démantèlement a été entrepris par le colonialisme dans les années 1970. Auparavant, la Guadeloupe était une colonie de plantations : elle produisait essentiellement de la canne à sucre. Puis il y a une quinzaine d'années, les propriétaires fonciers ont été confrontés à la hausse des charges salariales de même qu'à une concurrence accrue de la part des capitalistes européens du Marché commun. Il leur est devenu plus difficile de réaliser de super-profits coloniaux. Ils ont alors cherché à se recycler, et malgré les subventions que l'Etat colonial français leur versait pour qu'ils essaient de maintenir la canne et l'industrie sucrière, ils ont préféré liquider leurs terres et se sont mis à réaliser des opérations foncières spéculatives qui leur ont rapporté gros. Il faut dire qu'à la même époque à peu près, le gouvernement français a commencé à promouvoir le tourisme dans les départements d'outre-mer. Une nuée de promoteurs immobiliers et de constructeurs d'hôtels s'est abattue sur la Guadeloupe, avec laquelle les propriétaires fonciers n'ont pas eu de mal à réaliser des affaires.

Les paysans ne pouvaient tolérer le démantèlement de leur outil de travail qui, en dehors des répercussions immédiates sur leurs conditions de vie, avait, et ils l'analysaient parfaitement, de graves conséquences. En effet, une diminution de la production entraînait une augmentation du chômage, et, partant, des formes d'assistance sociale, bref d'un renforcement de notre dépendance économique par rapport à la France.

C'est dans ce contexte que sont nées l'Union des travailleurs agricoles (UTA) en 1970, et l'Union des paysans pauvres de Guadeloupe (UPG) en 1972. Ces deux organisations ont initié une série de grèves à l'occasion desquelles elles ont eu à fournir un immense travail d'explication. Car il faut bien comprendre les difficultés, les apparentes contradictions de la lutte à l'époque, et encore maintenant d'ailleurs. En même temps que nous luttons contre le démantèlement du secteur productif, nous combattons les rapports coloniaux et capitalistes à l'intérieur de ce secteur Il nous faut habilement lier les revendications immédiates aux exigences de la destruction du système colonial. L'UTA et l'UPG ont été jusqu'en 1975 les seules organisations syndicales s'employant à forger à la fois la conscience de classe et la conscience nationale des travailleurs.

1975 marque un tournant. Cette année là, les paysans organisent une grande grève, sauvagement réprimée par les propriétaires fonciers. Pour donner un écho à leur lutte, ils engagent une grève de la faim sous la conduite de l'abbé Chérubin Céleste. Les paysans prennent également conscience qu'il leur faut élargir le front de la résistance, gagner d'autres catégories de travailleurs. Et nous arrivons à la naissance de l'UGTG qui existe depuis 1973 mais ne prend son souffle qu'à cette époque-là. C'est à ce moment-là aussi qu'apparaît l'organisation de jeunesse. L'objectif de tous ces mouvements est donc d'unir le peuple guadeloupéen autour de la résistance économique dont le fer de lance est le monde paysan.

Cette unité n'est pas facile à réaliser. C'est une tâche politique. Il n'est en effet pas possible d'unir sur des intérêts objectifs communs des travailleurs que le colonialisme s'est employé à diviser. Il y a en Guadeloupe, les travailleurs liés à la fonction publique qui bénéficient des transferts financiers de la France, et notamment des fameux 40% de prime de vie chère. Et de l'autre côté, les travailleurs liés à la production, aux revenus extrêmement bas : 80% de la population agricole gagne le SMIC, voire moins, puisque beaucoup d'ouvriers agricoles travaillent à la saison.

■ N'est-ce pas au moment où le camp patriotique se dote d'une organisation susceptible de forger l'unité des travailleurs que commencent aussi les occupations de terres?

Si, dans la phase actuelle de notre histoire les occupations commencent en 76. Dans un premier temps, nous avons occupé des terres marginales ou alors des terres dont les titres

de propriété était contesté. Pourquoi, me direz-vous, ne pas avoir d'emblée occupé des terrains exploités par des propriétaires fonciers? Tout simplement parce que le pas à franchir aurait été trop grand pour nombre de paysans. Les Békés avaient en effet réussi à imposer à la majorité des Guadeloupéens l'idée que la terre appartenait aux Blancs. Les premières occupations ont permis une mobilisation idéologique.

■ Où en est-on aujourd'hui?

1 200 hectares de terres sont occupés, dont celles du Béké martiniquais Simonette, celles aussi d'une société agricole appartenant au groupe Empain-Schneider, celles enfin d'une filiale de la Compagnie fruitière de Marseille. Nous avons également occupé les biens fonciers du Conseil général. Grâce à ces actions, l'idée que la terre doit appartenir au peuple guadeloupéen et être mise à la disposition de ceux qui la travaillent est maintenant acquise. Ces terres récupérées sont les lieux privilégiés où nous menons notre lutte de résistance économique.

Mais parallèlement à ces actions que d'aucuns pourraient considérer illégales, et qui ne sont en fait que l'exercice, par les travailleurs, d'une forme de violence révolutionnaire jusqu'alors inconnue d'eux, nous orchestrons la bataille au sein des institutions. Nous avons réussi, depuis 1982, à avoir une place au sein de la commission de la réforme foncière qui, comme son nom l'indique, s'occupe du remembrement, son organe d'exécution étant, ici comme ailleurs, la SAFER.

Au sein de ces organismes, nous avons joué sur deux tableaux, nous avons occupé des terres rachetées par la SAFER pour forcer nos interlocuteurs à mener la réforme foncière comme nous l'entendions. Récemment, nous avons obtenu un accord conforme à nos espérances, et qui nous permet de progresser dans notre lutte de résistance économique. Nous avons fait reculer la SAFER qui avait dans l'idée de redistribuer les terres à des jeunes qu'elle aurait amenés grâce à un système de crédits et de subventions à monter des exploitations hypermécanisées mais aussi hyperendettées. Nous ne voulions pas d'un système qui renforce encore notre dépendance financière et technologique vis-à-vis de la France. Aux termes de l'accord finalement signé, les terres seront essentiellement confiées à d'anciens ouvriers agricoles ou à d'anciens colons qui s'engageront à faire pour 60% de leur production de la canne à sucre, et pour le reste de la culture vivrière.

■ Pouvez-vous expliquer pourquoi vous insistez tant sur le maintien de la canne alors que si l'on vous suit sur l'idée de la résistance économique, il conviendrait plutôt d'accélérer la production vivrière en vue de l'auto-suffisance alimentaire?

Nous n'allons tout de même pas soutenir le point de vue des multinationales du sucre qui larguent ce secteur simplement parce qu'elles n'y trouvent plus leur intérêt financier. Ensuite, le démantèlement de cet outil de travail porte un nouveau coup à la paysannerie et implique une nouvelle stratification sociale préjudiciable à notre lutte de libération nationale. Enfin, n'oubliez-pas que, parallèlement au maintien du secteur de la canne, nous préconisons une diversification en douceur de l'économie. Et nous y travaillons. Exemple : actuellement, nous avons 18 000 hectares de terres plantées en canne. Nous disons que nous pourrions en avoir 14 000 seulement si nous réussissions à augmenter de 50 à 70 tonnes le rendement à l'hectare. Nous disons aussi que pour augmenter ce rendement à l'hectare, il faut procéder à une semi-mécanisation des exploitations et améliorer les systèmes d'irrigation. Pour tous ces travaux, nous comptons, c'est vrai, d'abord sur la mobilisation des Guadeloupéens.

■ Mais, dans l'hypothèse où vous réussirez de façon massive à augmenter les rendements du sucre et libérer ainsi des terres pour des cultures vivrières, comment écoulerez-vous ces productions? Les réseaux de distribution ne sont-ils pas dominés par des sociétés d'import-export qui n'ont aucun intérêt à vous tolérer sur le marché?

Votre question prouve déjà la justesse de notre analyse, à savoir que la lutte de résistance économique s'inscrit bien dans notre combat pour la libération nationale et la destruction du système colonialiste. Cela dit, c'est vrai que nous n'avons pas encore gagné. Pourtant, nous avons déjà remporté des succès. Exemple : nous arrivons à nous tirer d'affaire en vendant un kilo d'ignames entre 10 et 12 francs alors que dans les supermarchés, il est vendu entre 17 et 20 francs. Pourquoi? Tout simplement parce que nous avons supprimé les intermédiaires. Notre objectif actuel est de multiplier les centres de ventes directement tenus par les producteurs ainsi que les accords avec les établissements publics et les collectivités locales pour qu'ils achètent directement aux paysans.

■ Mais la question des prix résolue, vous vous heurterez aux goûts alimentaires qui ont évolué; les gens achètent facilement des produits importés?

C'est vrai, mais vous ne m'empêcherez pas de penser qu'il est aberrant d'acheter de la choucroute en conserve quand il fait 30 degrés. Je ne veux pas dire pour autant qu'il faut revenir à une consommation exclusive d'ignames, mais il y a malgré tout une certaine balance à rétablir.

Par ailleurs, culture vivrière ne signifie pas culture traditionnelle. Nous avons, sur les terres occupées, introduit la culture de la pomme de terre et du riz, ce qui est nouveau pour beaucoup de paysans.

La résistance économique implique beaucoup d'efforts. Il faut revoir les modalités du développement économique. C'est un modèle à inventer. J'ai entendu une chanteuse guadeloupéenne dire : *«Je suis contre l'indépendance parce que nous aurons toutes les difficultés à trouver de la mousseline»*. La dignité ou la mousseline, il faut choisir.

Je ne suis pas pessimiste; les gens commencent à prendre de bonnes habitudes.

■ Combien de gens ont opté pour le projet de la résistance économique, ou plus exactement : où, dans quels secteurs, l'UGTG est-elle implantée et qu'y représente-t-elle?

Partout, dans le commerce, les sociétés de nettoyage, le bâtiment, les assurances, le personnel hospitalier où nous représentons 80%, l'hôtellerie, où nous évaluons nos forces à 50% du personnel, et surtout, bien sûr, chez les paysans où nous faisons la majorité. Nous commençons aussi à nous implanter parmi les travailleurs des collectivités locales. Il y a là très peu de titulaires, et les conflits y sont très durs. L'an dernier, il y a eu une grève à Sainte Rose et à Baie-Mahault. Les gens réclamaient une garantie d'emplois. Les mairies ont longtemps fait blocage. Dans toutes les communes, les maires, y compris les maires socialistes et communistes, se sont opposés au déploiement des forces indépendantistes.

■ Comment mesurez-vous votre influence syndicale puisque vous ne vous présentez pas aux élections professionnelles?

C'est vrai, c'est ce qui explique le poids de la CGT lors de ces consultations. Je peux dire aussi que nous avons, peut-être, moins d'adhérents que cette fédération, mais notre capacité de mobilisation est nettement supérieure. Depuis deux ou trois ans, notre influence syndicale sur les militants des autres organisations se renforce. L'UGTG est la seule organisation capable de lancer des mots d'ordre d'action générale. En même temps, les gens constatent notre efficacité : si nous ne participons pas aux élections professionnelles, nous sommes dans tous les comités, les commissions qui ne sont pas purement consultatifs, comme la commission de réforme foncière, ou le comité paritaire de gestion des hôpitaux. Et puis, c'est presque une boutade, mais notre influence se mesure aussi au danger que nous devons représenter pour certains sinon je ne comprendrais pas que certains d'entre-nous reçoivent presque quotidiennement des menaces de mort.

La société guadeloupéenne d'édition et de diffusion vient de faire paraître *MÉ 67* qui relate les événements des 26 et 27 mai 1967 en Guadeloupe, qui marquèrent une féroce répression du peuple guadeloupéen et du mouvement patriotique, faisant des dizaines de morts, dont celle de Jacques Nestor, responsable du GONG. Les auteurs, Raymond Gama et Jean-Louis Sainton, ont rassemblé pendant deux années documents et témoignages pour rappeler ces événements aujourd'hui souvent ignorés ou même niés et qui ont marqué l'histoire du mouvement patriotique.

Ce livre de 264 pages, avec de nombreux documents, est en vente au prix de 120.00 F + port aux *Herbes sauvages*, 5 rue de Belleville (12, résidence Belleville) 75019 Paris – Tél. : 42 41 46 40.

Un succès de presse.

Poussez la porte d'une boutique de journaux à Pointe-à-Pitre, et demandez *Guadeloupe 2 000*, la revue d'extrême-droite dirigée par le royaliste Etienne Boulogne. D'abord, les vendeurs vous répondront sur un ton peu amène, marquant par là leur réprobation implicite de vos choix... politiques. Ensuite, vous n'en trouverez aucun exemplaire : il n'y en a pas. Bref, cette revue assez luxueuse a un public confidentiel.

Renouvelez l'expérience, mais cette fois à la recherche de *Lendépendans*, l'organe d'analyse et de propagande de l'Union populaire pour la libération de la Guadeloupe. Vous serez mieux accueilli et, surtout, vous n'aurez même pas besoin de le demander parce qu'il sera bien en évidence sur un présentoir, au même titre que *France-Antilles* (la presse Hersant). Ce petit test n'est qu'un indice de l'une des plus spectaculaires réussites journalistiques. Né en février 1984, l'hebdomadaire indépendantiste a réussi, en un peu moins d'un an, à tripler son tirage et passer de 3 000 exemplaires à 9 500 aujourd'hui. Qui plus est, le taux de bouillon est extrêmement bas. *« Nous vendons à 80,90% »* signale Eric Broussillon, le rédacteur en chef, qui s'empresse d'ajouter : *« Heureusement d'ailleurs ! »*. En effet, *Lendépendans* n'a d'autres ressources financières que celles de ses ventes. Il ne se permet aucune rentrée publicitaire. Choix politique, bien sûr, comme est politique la décision de fixer le prix de vente au numéro à 2,50 F alors que le prix de revient atteint 6,00 F l'exemplaire.

Pour toutes ces raisons, le journal est militant, par son contenu (est-il besoin de le dire?), mais aussi par son mode d'organisation et de fonctionnement. Les recettes de la vente ne couvrent que les dépenses de fabrication. Du coup, la rédaction ne compte qu'un seul permanent alors qu'une douzaine de personnes collaborent régulièrement. *« Sans le bénévolat des militants,* tient à souligner Eric Broussillon, *nous ne nous en sortirions pas »*.

Le succès de *Lendépendans* est bien évidemment lié à la prise de conscience indépendantiste du peuple gaudeloupéen. Mais il tient aussi à une politique rédactionnelle particulièrement cohérente et audacieuse. Si le lecteur trouve dans les colonnes de son hebdomadaire les mots d'ordre agitatoires et d'action de l'UPLG, il y trouve aussi de l'information. Grâce à ses enquêtes méticuleuses, *Lendépendans* a, à plusieurs reprises, fait la Une de l'actualité en Guadeloupe. C'est lui qui a révélé au grand public les tenants et les aboutissants de certaines affaires de fraude où étaient impliquées des personnalités politiques. En outre, son très dense réseau de correspondants permet à l'équipe du journal d'être beaucoup mieux informée que les journalistes du titre qui n'est désormais que son pâle concurrent, *France-Antilles*.

« Tout cela — explique Eric Broussillon — *fait que nous sommes très lus par la classe politicienne. D'ailleurs, vous verrez beaucoup de personnes qui achètent* Lendépendans *puis le glissent dans* France-Antilles *parce qu'elles n'osent pas s'afficher avec une lecture indépendantiste. Elles sont pourtant bien obligées de tenir compte de notre point de vue et elles le savent »*.

C. AM.

LENDÉPENDANS :
organe politique de l'Union populaire pour l'indépendance de la Guadeloupe
B.P. 40 — Petit-Bourg

Un nouveau mode de développement pour la Guadeloupe.

Au cours des événements de l'été en Guadeloupe, la plupart des observateurs ont souligné le sérieux et la maîtrise de la situation des principales organisations patriotiques de ce pays, notamment l'UPLG (Union populaire pour la libération de la Guadeloupe) et l'UGTG (Union générale des travailleurs de Guadeloupe). Chacun sait que si le sang n'a pas coulé au cours de ces journées, c'est notamment grâce à l'esprit de responsabilité de leurs dirigeants et de leurs militants. Cette puissance du mouvement patriotique, son sérieux, sa volonté de maîtriser l'avenir, d'avancer résolument vers l'indépendance sans faiblesse mais sans brusquer les étapes, en gagnant à l'idée d'indépendance la grande masse des Guadeloupéens, ont frappé également la plupart des participants à la Conférence des dernières colonies françaises les 5, 6 et 7 avril derniers.

Le mouvement patriotique n'avance pas les yeux bandés. Tout en tirant les leçons des expériences souvent malheureuses des pays ayant déjà conquis leur indépendance, il s'efforce de définir de manière très concrète ce que sera la Guadeloupe de demain tant sur le plan économique que sur le plan politique. Cette démarche est fondamentale pour débarrasser les esprits, dans un pays passé de l'esclavage à l'assistanat complet par la « métropole », de ce qu'on pourrait appeler le « syndrôme » du colonisé, doublé ici du « syndrôme » de l'esclavage. Frantz Fanon, Antillais lui-même, avait largement abordé cette question dans *Les damnés de la terre*. Il faut répondre aux questions que beaucoup se posent : serons-nous capables de vivre seuls? C'est si petit, la Guadeloupe! Comment ferons-nous, alors que 70% de ce que nous consommons est importé? N'allons-nous pas nous faire dévorer par une superpuissance? *« Regardez donc ce qui se passe autour de vous »*, répète à longueur d'année le colonisateur sur RFO (le FR 3 des DOM-TOM) ou dans *France-Antilles* (le journal d'Hersant). *« Regardez donc les autres îles des Caraïbes, plus pauvres que vous, soumises souvent à des dictatures sanglantes, malmenées par les Etats-Unis et l'Union soviétique. Ne vaut-il pas mieux, dans ces conditions, rester Français? »*.

Il est vrai que l'indépendance suscite un grand intérêt, qu'elle est de toutes les conversations, que les nombreux auditeurs de Radio Tambou ou de Radio Unité ne se trouvent pas tous chez les indépendantistes. Mais il est vrai aussi que ces interrogations existent, que nous les avons partout rencontrées, y compris chez des militants indépendantistes. Pour y répondre, on ne peut se contenter de slogans, de belles paroles ou de la dénonciation du colonialisme et d'une description idyllique de l'avenir. Il faut donner des gages, fournir des preuves et passer aux actes, tout de suite. C'est pourquoi les organisations patriotiques ne se contentent pas de propagande ou d'actions revendicatives; elles tentent, par divers moyens, sur le plan politique ou économique de mettre en œuvre dès maintenant sous la société coloniale, la société de demain. L'un des aspects les plus importants de cette politique est ce qu'on appelle la « résistance économique », mise en œuvre d'un nouveau mode de développement en lutte contre le modèle dominant capitaliste et colonial, sans attendre qu'il s'effondre.

La « résistance économique » se développe dans tous les domaines : commerciaux ou industriels avec la création ou la reprise de petites entreprises de réparation ou de transformation des produits agricoles, de petits commerces, restaurants, hôtels — comme la SCOP des Alizés où avait lieu la Conférence des dernières colonies françaises. Mais c'est dans l'agriculture que sont les plus anciennes et les plus importantes réalisations.

C'est que cette « résistance économique » s'enracine dans l'histoire même de la Guadeloupe où, pour survivre, les esclaves qui s'évadaient (appelés les « nègres marrons ») développaient dans leurs refuges une production agricole et artisanale. Plus tard, ce sont les ouvriers agricoles et les paysans qui mèneront ces activités agricoles de subsistance en lisière des plantations. Cependant, après la départementalisation, puis l'intégration de ce fait de la Guadeloupe dans la CEE, l'économie de production de l'Ile, notamment dans le secteur des plantations (canne, bananes) fut démantelée. Se suffisant presque à elle-même d'un point de vue alimentaire, exportatrice de produits agricoles, elle devint complètement dépendante de la métropole : la politique sociale remplaça l'économie de subsistance; une mentalité d'assisté et de mépris pour le travail de la terre se développa, notamment dans la jeunesse.

Pour faire face à ce démantèlement de l'appareil de production et à ce danger de désagrégation sociale se créèrent en 1970 l'Union des travailleurs agricoles (UTA) et en 1972 l'Union des paysans pauvres (UPG) qui luttent, en même temps, pour détruire les rapports de production semi-esclavagistes, capitalistes et coloniaux qui persistent à la campagne. En 1975, la grève des ouvriers agricoles et paysans pauvres donne le signal d'une nouvelle

étape : le passage de la défensive à l'offensive ; le front de résistance au colonialisme s'élargit à d'autres secteurs que l'agriculture.

Alors commencent à se développer les occupations de terres. Dans un premier temps, elles se font sur des terres marginales ou sur des terres dont le titre de propriété pouvait être contesté. A partir de 1980, elles vont être organisées sur de grands domaines appartenant à de gros propriétaires fonciers ou à des capitalistes de l'industrie sucrière. La plupart d'entre elles consistent, sur des lots de 1 à 5 ha travaillés individuellement ou collectivement suivant les cas, à la mise en place de systèmes de production alliant la culture de la canne et la diversification des cultures. D'autres sont utilisées au développement des jardins ou à l'amélioration de l'habitat rural. Au total, c'est près de 1 200 ha qui sont aujourd'hui occupés et travaillés sur le territoire de huit communes de Grande et Basse Terre. La plus célèbre de ces exploitations est celle de Galbas sur la commune de Sainte-Rose, appelée « le laboratoire de la Guadeloupe de demain ». Nous avons visité Galbas. Si ce n'étaient les drapeaux guadeloupéens déployés dans les champs à la demande des photographes et de la télé, on aurait pu croire à la visite organisée d'un quelconque domaine agricole. Mais Galbas n'est pas un domaine comme les autres. D'abord parce que les quelques centaines d'hectares qui entourent les maisons de bois traditionnelles des travailleurs de la terre et de leurs familles, des deux côtés de la « nationale » sont des terres occupées. Ensuite car s'y déroule une expérience originale que toute la Guadeloupe observe avec intérêt et que l'UPLG considère comme une « étape nouvelle dans l'économie de résistance ». Enfin, on est frappé par la diversité des cultures : la canne bien sûr qui constitue la culture principale, mais aussi les cultures maraîchères, l'élevage, les arbres fruitiers, les cultures vivrières traditionnelles (ignames, manioc), souvent abandonnées ailleurs, ou nouvelles (pommes de terre, riz) introduites à titre expérimental. Le riz de Galbas est déjà célèbre. Non pas qu'il soit particulièrement différent de celui que l'on peut se procurer dans les super-marchés de Pointe-à-Pitre, mais parce qu'il est à lui seul un symbole. Jusqu'ici, on ne produisait pas le moindre grain de riz, pourtant il est un élément essentiel de l'alimentation en Guadeloupe et les conditions climatiques sont favorables à sa culture. Tout le riz consommé est importé. Aussi pour cette expérience, tout le monde s'est-il mobilisé : les ouvriers agricoles et les paysans pauvres bien entendu mais aussi les intellectuels, scientifiques qui effectuent des recherches et mènent des expériences, enseignants qui popularisent la culture du riz dans leur revue syndicale *Lekol*, auprès de leurs élèves qui viennent visiter les rizières et réalisent des enquêtes. Certes, on ne peut encore dire ce que sera l'avenir de la culture du riz, mais ce qui compte, c'est qu'à travers de telles initiatives, le peuple guadeloupéen reprend confiance en lui, comprend qu'il est aussi capable que les autres, qu'il n'a pas tout à attendre de « l'homme blanc » et de sa métropole, que construire une économie indépendante est possible.

L'occupation des terres à Galbas s'est réalisée après une série d'occupations dans la région de Sainte-Rose où près de 125 paysans s'étaient installés sur des terres afin d'y cultiver de la canne et des cultures vivrières. En même temps, les paysans de la région de Petit Bourg, Baie Mahault, Lamentin et Sainte-Rose avaient organisé une CUMA (coopérative d'utilisation de matériel agricole) ; c'est ainsi qu'a vu le jour le Projet Galbas. Ses objectifs sont de produire de la canne tout en augmentant le rendement à l'hectare, réaliser des cultures vivrières traditionnelles et introduire des cultures nouvelles, développer les cultures maraîchères et fruitières, rétablir l'ancien système d'irrigation détruit par les gros propriétaires fonciers ; mobiliser les masses au travers des « Koudmen » (coups de main) pour assurer les récoltes et les plantations, confier à la CUMA les travaux d'entretien et une partie des récoltes, faire de Galbas un lieu où naissent et se développent des rapports nouveaux entre les hommes : paysans pauvres, ouvriers, intellectuels, jeunes et vieux. Galbas est donc à la fois un lieu de travail, de production, d'expérimentation, d'échange, d'entraide et de solidarité. On y vient pour s'informer mais aussi pour y apporter sa force de travail ou ses connaissances. En retour, chacun popularisera ensuite l'expérience, le nouveau mode de développement en train de naître.

Le premier mai 1985, sur le coup de 11 h, près de 10 000 personnes s'étaient rassemblées à Galbas pour assister à l'inauguration du nouveau canal d'irrigation. Quelques heures auparavant, ils avaient afflué, en famille, de toute la Guadeloupe. Pour la plupart, ils venaient participer activement au grand « Koudmen » annuel du premier mai à l'appel de l'UGTG, de l'UPG et de l'UPLG notamment. Ce jour-là, la mobilisation aura permis de couper 400 tonnes de canne sur 7 hectares et de planter 22 hectares. D'autres, probablement, étaient simplement venus pour voir. Voir si c'était vrai ce qu'on disait, voir ce à quoi pouvait bien ressembler une Guadeloupe indépendante, débarrassée de l'assistanat colonial.

Quelques semaines plus tard, encore, c'étaient les extraordinaires journées de mobilisation générale de juillet. Ainsi avance l'indépendance ; les sacrifices et le travail des militants lui donnent aussi de belles récoltes.

Alain CASTAN

François ROUX sur la Polynésie :

« Une colonisation particulière, noyée dans le miel... »

■ François Roux, pourriez-vous nous préciser la spécificité du fait colonial en Polynésie et à Tahiti ?

Par rapport, par exemple, à la Nouvelle-Calédonie, la colonisation a été moins dure – encore qu'on ignore trop souvent qu'elle s'est faite aussi au départ dans le sang, puisque les Tahitiens se sont révoltés. Une fois la colonisation acquise, la particularité de Tahiti, par rapport à l'ensemble des autres colonies, c'est que très vite on a joué sur le « mythe tahitien ». Notamment un rôle important a été joué par les femmes polynésiennes puisqu'il y a eu très rapidement l'émergence d'une nouvelle classe que l'on appelle aujourd'hui « la classe des demis » (= métis). Beaucoup de ceux qui se sont penchés sur la société polynésienne ont approfondi cet aspect : on est même arrivé à dire que les femmes polynésiennes avaient « colonisé le colonisateur » et c'est vrai qu'il y a quelque chose de ce type...

Cette classe « demie », ces brassages de population font que la civilisation occidentale est entrée beaucoup plus profondément dans la société polynésienne que par exemple en Nouvelle-Calédonie où les Kanaks ayant été exclus (Nouméa est une ville blanche), cela a permis a contrario à la société kanake de se maintenir dans ses structures, dans ses coutumes. C'est beaucoup moins le cas à Tahiti : Papeete n'est pas une ville blanche.

Le fait colonial à Tahiti se traduit essentiellement par une arrivée massive d'argent. Ce qui frappe le plus quand on arrive à Tahiti actuellement, c'est l'odeur de l'argent partout ! J.-C. Guillebaud, journaliste au *Monde* a écrit un très beau livre (*Voyage en Océanie*) qui raconte très bien cette arrivée à Tahiti : on ne peut ignorer qu'on est dans une société de superconsommation avec en même temps tout son cortège de maux, à savoir : délinquance, misère, chômage, etc., qui frappe essentiellement les Polynésiens. A côté, il y a cette classe « demie » qui joue à la fois sur ses racines polynésiennes et occidentales, met les unes ou les autres en avant selon les cas ou les nécessités et profite de la fortune atomique ; puis il y a les métropolitains qui sont les « étrangers » pas vraiment intégrés. Pour s'intégrer, il faudrait qu'ils prennent souche et donc femme. Ce qui fait qu'en réalité le problème est beaucoup plus complexe et rejoint, je dirais, un problème de classe !

Papeete actuellement, c'est une grande ville, qui a grandi trop vite avec un étalage de richesses au centre, dans le port (yatchs...) et en bordure, des bidonvilles ! Il y a du coup le sentiment, de la part des Polynésiens « laissés pour compte », de cette colonisation, mais en même temps d'une injustice qui n'est pas seulement due à la colonisation. Tout cela est lié. Et il faudrait être aveugle pour ne pas s'apercevoir que sont mêlées à la fois cette misère et cette recherche d'identité évidente de tout peuple colonisé et ce sont ces deux notions mêlées qui font que de temps en temps on assiste à des sursauts de la société polynésienne. Donc, vraiment une colonisation particulière, noyée dans le charme de Tahiti, noyée dans l'argent, noyée dans les sourires, noyée dans le miel... Tout est miel à Tahiti, c'est le rideau de fleurs... Mais derrière ce rideau, il y a bien des choses à voir, bien des réalités différentes.

■ Par exemple ?

Au niveau de l'histoire très récente, le fait colonial marquant est l'arrivée du Centre d'expérimentation du Pacifique (CEP) depuis 1963. Il y avait déjà, bien sûr, à cause de ce mythe savamment entretenu par les Occidentaux, des problèmes d'identité. Mais avec l'arrivée du CEP, c'est l'arrivée de l'argent : on a acheté le peuple tahitien, plus exactement la classe dirigeante au pouvoir (formée de « demis ») et qui continue à « jouer » ses origines auprès de son propre peuple, oubliant que c'est cette classe qui a vendu le pays.

■ Y a-t-il dans la population le sentiment d'un danger par rapport aux essais nucléaires ?

C'est mythique ! Le peuple ressent très mal la bombe, c'est une espèce de Satan. Tout le monde sait que Tahiti vit grâce à la bombe et même le plus petit Tahitien, qui est dans la misère, en bénéficie dans une certaine mesure : les aides qu'il perçoit, quand il en touche, sont servies grâce à cette société factice. Il y a ce malaise de vivre « grâce » à quelque chose d'inacceptable. Le Tahitien « moyen », celui qui a la chance d'avoir un emploi qui lui permet de vivre sait qu'il tient son emploi de la bombe. Et puis, il y a certainement quelqu'un dans sa famille qui travaille pour l'administration, pour le CEP, et quand il travaille il nourrit une famille et ses ramifications !... Ce sentiment de malaise se double d'un sentiment latent de peur de la bombe.

On pourrait croire à une soumission, mais ce n'est qu'apparence : dessous, ça bouillonne... C'est la grande force de l'homme : plus on essaye de l'étouffer, plus intérieurement il se révolte, jusqu'à traduire extérieurement cette révolte. Et ça, c'est quelque chose qu'on ne peut pas ne pas sentir à Tahiti! Il y a une révolte latente, surtout de la part des jeunes. Ils reprochent à leurs parents d'avoir vendu l'âme des Polynésiens. Ce sont eux qui sont complètement déracinés. Et c'est compréhensible : chez ceux qui en 63 ont donné la Polynésie à la France (non sans résistances de certains dans la classe dominante), il y avait une croyance dans le « progrès », le « développement ». Les jeunes aujourd'hui, eux, ont l'impression d'une trahison. Il y a chez eux un mouvement de recherche de leurs origines et en même temps une attirance vers le progrès (télé, coca-cola, voitures américaines...), tout ce qui fait la société occidentale. Il y a une déchirure! Ils sont à vif et c'est ce qui fait que chaque fois qu'il y a eu des sursauts, c'est venu des jeunes : 1977, premier meurtre politique à Tahiti, à la stupéfaction générale, *« le coup de tonnerre dans un ciel serein »*, avait-on dit, ce qui était une énormité; et puis il y a eu la mutinerie à la prison l'année suivante. Ensuite, les choses étaient un peu retombées, sauf que se développe une délinquance dont il faudrait être aveugle pour ne pas en voir les causes : la prison de Papeete est remplie à 80% de Tahitiens. Il faudrait s'interroger là-dessus!!...

■ **Est-ce que le mouvement de « contestation » se traduit par des options clairement indépendantistes, ou est-ce mêlé aux problèmes sociaux?**

Le mouvement a une connotation tout à fait indépendantiste, même s'il y a aussi cette idée de plus de justice. Mais nous sommes dans un pays colonisé, et la revendication d'identité passe en premier. Malheureusement, les partis indépendantistes fleurissent comme les tulipes au printemps chez nous et meurent aussi vite. Mais c'est intéressant de regarder, d'analyser.

Parmi ces partis indépendantistes, il y a par exemple le Pomaré Parti (descendants de la reine Pomaré qui a donné Tahiti à la France) qui a entrepris de contester le problème de la terre. C'est un problème fondamental, tellement fondamental que ça a fait peur aux autorités qui, sous des prétextes futiles ont mis en prison ces militants et nous avons été appelés à ce moment-là pour les défendre (tribunal correctionnel : relaxe des deux leaders). En tahitien, on appelle le colon *« aï fenua »*, c'est-à-dire le croqueur de terres, et ça, c'est le problème de la colonisation en général bien sûr, mais tout particulièrement à Tahiti, car, comme toujours ici, cela s'est fait de manière insidieuse. Petit rappel historique : dans le traité entre la reine Pomaré et la France, il était précisé que la terre restait aux Tahitiens et que ceux-ci ne pouvaient vendre leurs terres à des étrangers ; pour les Tahitiens, comme pour les Kanaks, la terre a une valeur sacrée, ce n'est pas un bien marchand. Bien évidemment, les Européens et leur Code civil sont arrivés et ont dit aux Tahitiens : *« Tu ne peux pas me vendre la terre, mais tu peux me la prêter »* et puis, au bout de 30 ans, ils ont dit : *« D'après le Code civil, maintenant je suis propriétaire »*. Les Tahitiens se sont fait spolier d'une manière honteuse par la colonisation française. Donc ce parti a décidé d'intervenir sur ce problème précis. Le nombre d'affaires de terres qui viennent devant le tribunal à Tahiti est d'ailleurs incalculable : il y a même une juridiction spécialisée! Il y aura certainement un problème qui viendra par là : le jour où les Tahitiens vont réellement arriver à démontrer qu'ils sont restés propriétaires des terres (en reprenant le traité d'origine peut-être?), il y a un certain nombre de personnes qui pourraient se réveiller avec des surprises. Tous les grands hôtels sont sur des terres qui appartenaient jusque-là aux Polynésiens et ils ne se sont d'ailleurs pas trompés : ils ont pris les meilleures! Ça, c'est un problème très très concret et d'actualité!

A côté de lui, d'autres partis indépendantistes qui ont aussi pour programme l'indépendance, mais qui prennent naissance dans le problème des inégalités sociales. C'était depuis longtemps le cas de Charlie Ching. Il est très « en prise » avec le peuple polynésien, et assez bien implanté dans cette population parce qu'il ose parler haut et fort. Pour l'instant, son idée : dénoncer ouvertement les injustices et c'est quelque chose de peu habituel à Tahiti. Car un des autres aspects de Tahiti, c'est ce « silence ». De manière générale, on ne parle pas à Tahiti, tout est étouffé et quand certains veulent parler, on trouve ce qu'il faut pour les faire taire : le meilleur moyen (et c'est toujours le même) : donner un poste, un travail... C'est l'attitude de Gaston Flosse. Ce que les partis d'opposition dénoncent comme du « clientélisme ».

Un autre parti dont il faut parler, c'est le *« Ia Mana Te Nuna »*. C'est un parti socialiste qui, après avoir fait campagne en 81 pour Mitterrand a pris ses distances vu ce qui s'est passé, et fait un très gros travail. Lors des dernières élections, ils ont eu 3 élus à l'Assemblée territoriale avec entre 15 et 20% des voix. C'est le parti indépendantiste qui monte. Au départ, c'étaient des intellectuels, des « demis » qui ont fait leurs études en France, mais actuellement ils prennent de plus en plus corps dans la population, comme le prouve leur score aux élections!

■ **Quelles sont les revendications principalement mises en avant par ce parti? Indépendance, lutte sociale?**

C'est un parti clairement indépendantiste, contre les essais nucléaires, mais ils sont aussi pour le socialisme autogestionnaire et donc agissent pour une plus grande justice sociale. Ils ont un programme économique et font actuellement un gros travail de dénonciation des inégalités. Ils ont aussi beaucoup de liens avec les autres pays du Pacifique et en particulier avec le FLNKS.

■ **Vous avez été amené à défendre des militants indépendantistes : quelle est l'attitude de l'Etat français face à ces mouvements? Répression?**

On assiste depuis les événements de Nouvelle-Calédonie incontestablement à une angoisse de la France et des responsables locaux qui fait que depuis décembre toute manifestation à Papeete des partis indépendantistes a été interdite. Le prétexte : n'importe lequel, les fêtes de Noël... La France est parfaitement consciente que tous les germes sont en place à Tahiti pour que ça explose! Je ne vais pas jouer les Cassandre, mais une fois de plus (ce que nous avions dit pour la Nouvelle-Calédonie), ça explosera à Tahiti si on ne fait rien pour réduire les inégalités et répondre à la légitime aspiration du peuple polynésien à son indépendance.

Malgré l'interdiction de manifester le 1er mars, Charlie Ching est passé outre (le 1er mars est une journée de protestation dans le Pacifique contre les essais nucléaires français, pour la dénucléarisation du Pacifique et pour l'indépendance). Il s'est fait arrêter, puis ça a dégénéré (échanges de coups avec les forces de l'ordre). Bref, les choses se sont aggravées et des militants, pour protester contre l'arrestation de Charlie Ching sont allés brûler certains édifices, notamment du CEP. Et aujourd'hui 15 militants indépendantistes sont emprisonnés, accusés d'*« association de malfaiteurs, participation à des actions armées... »*.

Là aussi, le gouvernement, ses représentants sur place, ont essayé de tuer la révolte dans l'œuf en mettant le maximum d'inculpations sur la tête de ces militants parce qu'ils ont eu peur. Ce n'est pas comme ça qu'ils y arriveront! Derrière Charlie Ching, il y en a d'autres...

Le *Ia Mana Te Nuna* s'est attaqué directement ces derniers temps à la justice (symbole de la société coloniale!) en faisant une brochure sur la justice à Tahiti, démontrant les deux poids, deux mesures.

Avec les événements de Nouvelle-Calédonie, cette révolte ne va que s'accroître... On a laissé pourrir une situation...

■ **En dehors du tourisme et des essais nucléaires, qu'est-ce qui attire la France en Polynésie?**

On parle beaucoup de nodules polymétalliques, mais surtout, grâce notamment à la Polynésie, la France est la troisième puissance maritime du monde (zone des 200 miles). Le plan proposé en Nouvelle-Calédonie laisse augurer de ce qu'on proposera à Tahiti s'il y a des événements identiques. On proposera de garder Mururoa et on laissera le reste apres avoir mis en place quelqu'un comme Gaston Flosse.

CONNAISSEZ-VOUS CELUI QUE LE IA MANA APPELLE « FLOKASSA » ? ÇA CRAINT!

Mis en place depuis 81, Gaston Flosse (RPR — sur la liste de Chirac aux européennes) a fait de la mairie de Papeete une antenne de la mairie de Paris : les conseillers de Chirac (dixit le Ia Mana*) y ont élu « domicile »... C'est plus ensoleillé!... Certainement dans le cadre d'un « dialogue avec la population » il vient de s'acheter une Mercedes* **blindée** *(il fallait oser!). Coût : 50 millions de centimes. Et pour faire plaisir à ses ministres, il leur a offert des CX métallisées équipées de mini-ordinateurs (pas des gadgets!). Le saviez-vous, la route de ceinture de Tahiti fait 60 km dans un sens, 60 km dans l'autre? Ça donne une idée de la nécessité impérieuse d'investir dans ce genre de « matériel »!...*

85% du peuple kanak pour l'indépendance.

Les élections régionales du 29 septembre 1985 démontrent une fois de plus que lorsqu'il est question de la reconquête de sa souveraineté, le peuple kanak sait se mobiliser.

• 18 novembre 1984 : rejetant le fait que l'on puisse considérer le peuple kanak comme une simple communauté dans son propre pays, le FLNKS se rend maître des régions de Kanaky par la mobilisation sur le terrain...

• Congrès de Nakéty : les comités de lutte FLNKS, structures de base du mouvement, ont pour tâche politique d'organiser sur le terrain l'autosuffisance économique, le développement culturel et social et l'autodéfense...

• Congrès de Hienghène : en s'appuyant sur ses propres structures, et non en cautionnant le «plan Fabius» dénoncé néocolonial, le FLNKS décide de saisir l'opportunité des élections régionales pour asseoir sa maîtrise des régions acquises sur le terrain par la lutte de ses militants, et parvenir aux objectifs fixés à Nakéty, mettre en place de façon irréversible les prémices de l'Indépendance Kanake Socialiste...

• 29 septembre 1985 : au sortir des élections régionales, le FLNKS possède «institutionnellement» les trois régions kanakes dont il était déjà maître sur le terrain... 85% du peuple kanak soutient le mot d'ordre d'indépendance, dont 70% celui d'Indépendance Kanake Socialiste!

Acquise d'abord par la lutte sur le terrain, puis en provoquant les actions de solidarité en métropole et partout dans le monde, la revendication du peuple kanak à son droit légitime à recouvrer sa souveraineté, s'est définitivement «institutionnalisée» et ne pourra plus jamais être remise en question ou en cause par qui que ce soit.

Le droit «inné et actif du peuple kanak», par le seul fait de la stratégie du FLNKS, seul représentant légitime du peuple kanak, n'est plus un vœu pieux, mais bien une réalité!

Le monde entier «découvre» que MM. Lafleur et Ukeiwé renforcés par les ténors de l'opposition nationale tels les Chirac, Léotard, Toubon, Médecin ou encore Le Pen, sont des menteurs! *«Le RPCR est majoritaire chez les Kanaks...». «Le FLNKS n'est qu'une poignée de terroristes...». «Le FLNKS n'existe plus...».*

Après ces élections régionales, la question demeure : quand les quelque 47% des inscrits qui ont voté pour les listes qui se prétendent «loyalistes» finiront-ils par ouvrir les yeux?

Inexorablement, par sa lutte, par le simple aspect démographique, le peuple kanak conquiert son indépendance et recouvre sa souveraineté! Pourquoi, au nom de quelque intérêt personnel, compromettre à jamais demain?

Il n'y a plus sur l'échiquier politique local de place à l'opportunisme, que certains préfèrent nommer centrisme.

Ceux qui sont partis hier du F.I. ou du FLNKS devront mesurer les conséquences de leur trahison et tirer les enseignements du scrutin des élections régionales.

Ceux qui veulent «discuter» en gardant un pied dehors, savent désormais que le dialogue ne peut se construire qu'au sein du FLNKS, au sein du débat politique des groupes de pression qui le composent.

Pour sa part, le FLNKS a toujours été prêt au dialogue; mais sa Charte le précise sans ambiguïté : la place des non-Kanaks en Kanaky dépend de celle qu'ils veulent se donner dès aujourd'hui, soit en combattant le peuple kanak, soit en le reconnaissant pourqu'à son tour il puisse les reconnaître...

Le Bureau politique du FLNKS

BWENANDO
LE PREMIER JOURNAL DE KANAKY
100 F — No 14 — 16 OCTOBRE 1985 — HEBDOMADAIRE

BWENANDO : *le premier journal de Kanaky B.P. 1671 — Nouméa*

CHARTE DU FRONT DE LIBERATION NATIONALE KANAK ET SOCIALISTE

La présente Charte a pour but de préciser les objectifs du peuple kanak, d'expliquer pourquoi et comment il mène une lutte de libération nationale pour faire triompher ses droits.

Elle est écrite et souscrite, dans la continuité de la RÉSISTANCE du peuple kanak depuis plus de 130 ans, pour une période limitée : la période de la lutte de libération nationale, qui est une période transitoire et préparatoire à l'indépendance.

I — POURQUOI LA LUTTE DE LIBÉRATION NATIONALE?

1) Constatant :

a) que le gouvernement français est complice solidaire du fait colonial qu'il entretient,
b) que François Mitterrand, devenu président de la République par le mandat du 10 mai 1981, n'a pas tenu ses engagements,
c) que les déclarations de Nainville-les-Roches sur notre droit inné et actif à l'indépendance n'ont pas été mises en pratique effective,
d) que le gouvernement français, refusant toutes les mesures présentées par le F.I. pour préparer l'accession à l'I.K.S.,
   • nous impose le statut Lemoine avec ses verrous (élection à l'Assemblée Territoriale, Comité Etat-Territoire, référendum en 1989, etc.)
   • menace directement le peuple kanak de disparition en le rendant définitivement minoritaire chez lui,
e) que l'exploitation capitaliste et impérialiste par des intérêts économiques étrangers à notre pays, continue au profit de la France coloniale et de ses alliés,
f) que le gouvernement français poursuit sa politique d'immigration qui vise à :
   • empêcher la maîtrise de l'économie par le peuple kanak,
   • lui interdire le plein exercice de son droit au travail,
   • atteindre son intégrité et son unité sociale, culturelle et politique,
g) que le gouvernement français met en place des dispositions judiciaires et militaires pour réprimer les forces kanakes travaillant à l'I.K.S.

Le Front Indépendantiste a estimé que le peuple kanak entrait dans une phase de la lutte pour l'indépendance kanake : LA LUTTE DE LIBÉRATION.

En conséquence, le F.I. a décidé de rompre le dialogue avec le gouvernement français, de se dissoudre et de participer avec toutes les forces vives du Mouvement indépendantiste à la mise en place d'un Front de Libération Nationale Kanak et Socialiste.

2) Nous affirmons l'existence du peuple kanak, fièrement attaché à son identité culturelle et à ses valeurs coutumières propres.

3) Nous revendiquons les droits légitimes et inaliénables du peuple kanak car depuis le 24 septembre 1853 la France a ignoré ses droits et les a confisqués en instaurant unilatéralement sa légitimité coloniale, source de violence institutionnelle à l'égard des Kanaks.

4) Les droits sacrés et inaliénables du peuple kanak opprimé et lésé par le fait colonial sont les suivants (cf les déclarations n°1514 et 2621 de l'ONU) :

a) être reconnu comme peuple à part entière,
b) la dignité et la liberté,
c) être considéré comme seul peuple légitime en pays kanak et y avoir sa patrie,
d) pratiquer sa libre détermination,
e) obtenir la restitution de toutes les terres pour constituer le pays kanak dans son intégralité,
f) l'exercice immédiat, sans condition ni réserve, de sa souveraineté qui lui permettra de choisir librement son statut politique : l'indépendance kanake et socialiste,
g) aux moyens nécessaires pour poursuivre son développement économique, social et culturel pour construire le socialisme,
h) pratiquer l'accueil des non-Kanaks.

II — LE FRONT DE LIBÉRATION NATIONALE KANAK ET SOCIALISTE

1) NATURE :

Le peuple kanak est le seul responsable de sa lutte de libération nationale. Pour la mener à bien, il se dote d'une force de lutte efficace : le FLNKS.

2) COMPOSITION :

Tous les signataires de cette charte : indépendantistes kanaks et non-kanaks anticolonialistes — organismes, syndicats, mouvements, associations, églises... composent le FLNKS dont ils sont les membres militants.

3) ROLE :

La lutte de libération nationale est globale : elle se mène à tous les niveaux en même temps. Le FLNKS est donc l'UNION DES FORCES VIVES qui ont pour but de mettre en place l'indépendance kanake et socialiste. C'est un Front de Libération du pays kanak, du colonialisme, du capitalisme et de l'impérialisme, en vue d'instaurer un socialisme basé sur les réalités locales, mais qui sera défini dans la lutte par des combattants de la liberté.

4) ORGANISATION :

L'animation du FLNKS, la coordination entre ses membres doivent être le fait du Bureau politique. C'est ce noyau politique qui devra proposer la ligne de conduite qui sera adoptée en réunion plénière du FLNKS.

5) STRATÉGIE : elle s'élabore dans la lutte.

a) Elle est unitaire et globale ;
b) Elle est dirigée prioritairement contre l'oppresseur colonial, la France, puissance coloniale ;
c) Elle dénonce la fausse démocratie coloniale, et décide de boycotter toute élection à venir dans ce cadre ;
d) Elle est dirigée également contre le capitalisme et l'impérialisme, pour instaurer une société socialiste plus juste ;
e) Elle vise à instaurer progressivement la légitimité kanake, sur le terrain, par des opérations concrètes qui manifestent son droit, opposé à la légitimité coloniale.

III – APPEL A L'ENGAGEMENT

1) Il est urgent que les Kanaks se rassemblent et organisent la conquête de la liberté. Le premier acte de cet engagement est pour chacun la signature de cette Charte pour la lutte de libération.

2) Le FLNKS lance un appel aux non-Kanaks. Ils doivent reconnaître la légitimité du peuple kanak et soutenir sa lutte de libération pour contribuer à sa réussite. Seul l'engagement solidaire dans la lutte de libération légitimera leur citoyenneté demain dans l'indépendance kanake et socialiste.

3) Le FLNKS lance un appel aux Peuples frères du Pacifique ainsi qu'à toutes les Nations qui ont voté les déclarations 1514 et 2621 de l'ONU, pour apporter leur soutien et leur aide à la lutte du peuple kanak.

POURQUOI LE FLNKS VA AUX ÉLECTIONS?

En précisant à son Congrès de Hienghène les 25 et 26 mai 1985 que la loi Fabius n'est qu'un plan du gouvernement français :

Le FLNKS se bat pour l'indépendance kanake et socialiste. Bien que résultant des acquis de la lutte du FLNKS, le plan Fabius n'est pas celui du peuple kanak. Le FLNKS en rejette la logique coloniale.

La région, par l'engagement de ses militants sur le terrain et dans une phase transitoire, peut conforter la construction de l'IKS et concrétiser la revendication du peuple kanak qui n'aura pour garantie que celles qu'il se donnera par sa mobilisation. Dans cette perspective, le FLNKS est prêt à utiliser l'échéance électorale en s'appuyant sur ses propres structures.

le FLNKS a décidé de participer aux élections du 29 septembre 1985 :

– D'abord parce que ces élections régionales issues d'un statut provisoire et transitoire, n'engagent pas le FLNKS dans la pérennisation du régime colonial.
– Ensuite parce que le gouvernement français a été obligé, à cause de la lutte du peuple kanak, de négocier et d'abolir le statut Lemoine qui avait renforcé le pouvoir de la droite coloniale.
– Enfin parce que la prise du pouvoir régional est un moyen pour le FLNKS d'aider les comités de lutte à réaliser la motion du Congrès de Nakéty :

Dans le cadre et l'objectif d'une rupture avec le système colonial pour l'avènement de l'indépendance kanake et socialiste, le Congrès décide :
– Les comités locaux FLNKS deviennent des comités de lutte avec pour rôle :
1) Organisation économique et sociale
2) Autodéfense
3) Actions déstabilisatrices des intérêts coloniaux et néocoloniaux.

L'OBJECTIF DU FLNKS DURANT LES VINGT-SEPT MOIS A VENIR

Le FLNKS a décidé à son Congrès de Hienghène de maintenir ses propres structures de gouvernement car la lutte sur le terrain demeure plus que jamais.

a) L'objectif premier : la gestion de la terre

– le Congrès de Nakéty avait mis l'accent sur *« l'autosuffisance »*, tâche que les comités de lutte se sont

efforcés de réaliser, qui reste et qui restera toujours à l'ordre du jour
– la conquête du pays suppose la mise en valeur de la terre pour produire pour le pays et organiser la production.

b) La formation adaptée au pays

Lors de son Assemblée générale de Houailou, les 14 et 15 septembre 1985, le FLNKS a décidé : *« de participer activement à la consolidation des Ecoles populaires kanakes (EPK) existantes et de favoriser l'implantation de nouvelles EPK dans chaque comité de lutte »*.

c) Appliquer les principes adoptés au Congrès constitutif FLNKS du 24 septembre 1984 :

1) Fonder la Constitution sur la conception de l'homme et de la société issue des valeurs de la civilisation kanake.
2) Garantir et favoriser les droits de l'homme, du citoyen et du travailleur.
3) Organiser une République socialiste décentralisée et démocratique sans distinction de race, de sexe, de religion et d'opinion dans la limite de l'intégrité de l'Etat.
4) Choisir pour le pays un socialisme qui :
   • mette fin à l'exploitation de l'homme par l'homme
   • mette en application la socialisation progressive des moyens de production et d'échange
   • vise à mettre en place une économie autogestionnaire et planifiée.
5) Réaliser les règles de la démocratie socialiste dans l'organisation des pouvoirs de l'Etat et de la société.
6) Adhérer à la Charte de l'ONU et privilégier une coopération solidaire avec les pays du Pacifique notamment dans la lutte contre le colonialisme, le racisme et le nucléaire.

STATUT DES PERSONNES ET DES BIENS EN KANAKY

L'exercice du droit d'accueil par le peuple kanak à l'avènement de Kanaky constituera le fondement de la nation kanake, communauté nationale et multiraciale, libre, unie et souveraine, basée sur la solidarité des éléments qui la composent.

La nationalité kanake est acquise de droit pour les Kanaks le jour même de l'indépendance.

Pour les non-Kanaks, un délai est proposé pour le choix de la nationalité.

L'Etat kanak refuse la double nationalité durant la période transitoire.

Pour ceux qui sont nés dans ce pays, et dont un ascendant direct (père ou mère) au moins y est né (ceux qu'on appelle usuellement les « caldoches », la nationalité kanake pourra être demandée le jour de l'indépendance. Il en est de même pour tous ceux qui ont pris part à la lutte de libération.

Pour tous les autres non-Kanaks, cette demande d'acquisition de la nationalité kanake pourra se faire au terme d'un délai de cinq années de résidence continue en Kanaky, à compter du jour de l'indépendance.

Durant les délais définis ci-dessus, avant d'avoir opté pour la nationalité kanake ou pour toute autre nationalité, chacun conservera son droit de résidence et de travail en Kanaky.

Dans le cadre du socialisme en pays kanak, la Constitution de l'Etat Kanaky garantit le droit des personnes, le régime des biens (particulièrement en ce qui concerne les terres).

La terre, c'est-à-dire tout le sol (et le sous-sol) de Kanaky est et demeure patrimoine national.

Le droit à l'exploitation économique est ouvert à tous, Kanaks et étrangers, et sera garanti par des baux.

Seuls les nationaux Kanaks participent aux institutions politiques dans les conditions prévues par la Constitution de Kanaky.

Les non-nationaux Kanaks pourront exercer des activités professionnelles.

Dès lors que le gouvernement de l'Etat kanak devient un interlocuteur majeur, il négocie des accords bilatéraux de coopération entre Kanaky et d'autres Etats.

Il apparaît urgent aujourd'hui que le gouvernement français prenne en considération le principe de restitution de souveraineté afin que le FLNKS s'engage à faire des propositions concrètes sur les différents accords de coopération à ouvrir le plus tôt possible avec la France, actuellement détentrice de la souveraineté de Kanaky.

le soutien à l'indépendance des peuples colonisés, une question cruciale pour notre propre avenir.

Le mouvement ouvrier des pays industrialisés, et en particulier de la vieille puissance coloniale qu'est la France, a une tendance congénitale à sous-estimer la nature impérialiste des rapports qu'entretiennent ces pays avec le Tiers Monde. Cette carence a pu aboutir à la négation voire à la défense de ce type de rapports. L'attitude de la gauche française lors de la lutte de libération nationale du peuple algérien en fut un exemple éloquent. Cette question continue à diviser aujourd'hui le mouvement ouvrier français. Pour notre part, nous ne cessons de réaffirmer la nature impérialiste de la France et de lutter contre sa politique de puissance économico-militaire vis-à-vis des pays du Sud. Plus particulièrement, nous dénonçons sa politique néo-coloniale en Afrique et coloniale dans les DOM et TOM. Ce sont ces derniers, grâce à la lutte de leurs peuples et parce que la France est gouvernée par le Parti socialiste, qui constituent une question particulièrement sensible pour le mouvement progressiste dans notre pays.

RÉPONSES A QUELQUES ARGUMENTS COLONIALISTES

A propos des DOM-TOM, les pourvoyeurs du colonialisme français, bien représentés au sein de la gauche, ont depuis longtemps développé une propagande visant à démontrer que la « présence » française outre-mer n'avait que des buts désintéressés et faisait le bonheur des populations concernées. L'indépendance de ces pays est présentée comme inconcevable économiquement et stratégiquement dans le contexte marqué par la lutte entre les deux blocs.

Dans le cas particulier des DOM-TOM, les principes de liberté et d'indépendance des peuples ne s'appliqueraient pas au nom de réalités spécifiques. Tout d'abord, les populations des dernières colonies françaises seraient les mieux loties de leurs régions. Leur niveau de vie serait sensiblement supérieur à celui de leurs voisins indépendants. Ensuite, ce niveau de vie proviendrait essentiellement de la manne métropolitaine — les fameux « transferts financiers ». Enfin, ces petits pays seraient incapables de conserver une indépendance réelle face aux hégémonies des deux superpuissances ou d'expansionnistes régionaux. Ces arguments qui ont l'avantage de la simplicité — ils sont d'ailleurs vieux comme le colonialisme lui-même — ne résistent pas à une analyse un peu sérieuse des statistiques sur lesquelles ils s'appuient, à la réalité vécue par les peuples et aux leçons que l'on peut tirer de l'histoire des luttes des peuples pour leur indépendance.

Prenons le premier argument, à propos du niveau de vie : il s'appuie sur des chiffres exprimant le PNB par habitant mais ignore les énormes disparités sociales dans les DOM-TOM et ne reflète en rien le niveau de vie des ouvriers, des chômeurs, des petits paysans et des ouvriers agricoles qui forment l'immense majorité de la population et vivent de façon précaire à l'image des autres peuples du Tiers Monde. C'est en réalité la présence des riches colons et les primes accordées aux fonctionnaires et aux cadres du privé qui faussent les chiffres.

Concernant les « transferts financiers », leur comptabilisation aboutirait à la conclusion que les DOM-TOM coûtent cher à la France. Mais on ne dit pas que les données statistiques ne sont disponibles de façon fiable que dans le sens métropole/DOM-TOM. En retour, l'essentiel du flux financier est ignoré faute de données. C'est le cas par exemple des dépenses des touristes qui utilisent des cartes de crédit (très utilisées par la clientèle américaine) ; c'est le cas des fonds que rapatrient les entreprises dont le siège social est en métropole (les banques entre autres !). Le troisième argument concernant la fragilité de l'indépendance de petits pays dans un monde troublé fait fi de l'expérience historique des nombreuses nations au sein du mouvement des non-alignés dont se réclament les mouvements indépendantistes des DOM-TOM. Mais en plus, il nie les dangers que fait peser la France sur ces pays en les utilisant comme des pions dans son dispositif militaire. En fait, le discours colonialiste, qu'il soit tenu à gauche ou à droite, s'adresse à une opinion publique désinformée sur les situations réelles des DOM-TOM. On présente une façade folklorique faite de colliers de fleurs et de cocotiers pour masquer la réalité des bidonvilles de Fort-de-France, des villages de cases des coupeurs de canne en Guadeloupe ou des « réserves » dans lesquelles sont parqués les Kanaks. On tente de minimiser l'importance fondamentale de ces dernières colonies pour la « puissance de la France dans le monde ». Car, qu'en est-il en réalité ?

DOM-TOM, POINTS D'APPUI ÉCONOMIQUES DE L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS

Du point de vue économique, la crise de surproduction sucrière a fait s'écrouler les balances

commerciales de la Guadeloupe, de la Martinique et de La Réunion ; la surproduction mondiale de nickel a eu le même effet sur celle de la Nouvelle-Calédonie. Pour autant, ces îles ont-elles perdu tout intérêt pour la France ? Loin de là : les DOM-TOM constituent un atout considérable pour permettre à l'impérialisme français malgré son déclin de conserver une dimension mondiale. Plus encore, ces points d'appui aux quatre coins du monde permettent aux affairistes français de combler en partie les carences du système productif métropolitain en retard sur ses concurrents européens, japonais et américain. Ils constituent en effet des têtes de pont du système bancaire et des réseaux commerciaux pour se déployer dans les Caraïbes, les Amériques, le Pacifique, l'océan Indien et complètent la coopération néo-coloniale menée en Afrique. Ils offrent des lieux d'experimentation et servent de vitrines aux produits et aux équipements français. C'est le cas par exemple de la centrale électrique au bois construite en Guyane ou des hôpitaux inadaptés et surdimensionnés construits en Guadeloupe et en Martinique. Du point de vue des transports, les territoires d'outre-mer offrent un réseau incomparable à la France pour ses bateaux, ses avions et ses engins spatiaux. Là encore, quel avantage pour l'industrie aéronautique et aérospatiale, et bien sûr le commerce international. L'industrie du tourisme avec ses grandes sociétés et ses chaînes hôtelières utilise et abuse sans vergogne des plus beaux sites disponibles.

Ce développement impérialiste rapide, le plus souvent anarchique et dévastateur pour les pays utilisés est soutenu par l'Etat grâce à ces fameux « transferts financiers » qui favorisent dans les colonies la consommation au détriment de la production pour aider à la rentabilisation rapide, des réseaux commerciaux en particulier. L'Etat subventionne également fortement les implantations d'entreprises, favorisant par là-même la spéculation, l'implantation des « chasseurs de primes » et l'enrichissement de colons sans scrupules. Dans chacun de ces secteurs, les possibilités de développement du colonialisme sont loin d'être épuisées et il existe d'autres projets. L'un d'entre eux déjà mis en oeuvre consiste à lancer de nouvelles productions agricoles de produits exotiques destinés principalement au marché de la CEE. Moins avancés mais pleins d'espoir de profits, il existe des projets d'exploitation des mers et des fonds marins. Les crevettes des côtes guyanaises ont d'ores et déjà été vendues à des entreprises de pêche américaines et japonaises mais ce n'est qu'un début. Enfin, ces colonies ont joué et continuent à jouer leur rôle classique de reservoir de main d'œuvre pour la métropole.

POINTS D'APPUI STRATÉGICO-MILITAIRES

Du point de vue militaire, les DOM-TOM jouent un rôle fondamental tant pour le dispositif défensif qu'offensif des forces françaises et la dissuasion nucléaire, clé de voûte du système de défense nationale. L'« outre-mer » permet l'observation de l'ennemi, la transmission des informations et des ordres (aux sous-marins porteurs d'ogives), offre des bases logistiques maritimes et aériennes indispensables. Enfin il est difficile d'imaginer que les expériences d'explosion nucléaire se fassent sur le sol métropolitain ! Mais la défense du territoire n'est pas la seule mission de l'armée française, elle doit également *« défendre les intérêts de la France dans le monde »* et tenir sa place complémentaire avec le dispositif américain dans le cadre de l'Alliance atlantique. De ce point de vue, les DOM-TOM constituent les bases d'intervention indispensables. C'est également un argument pour le commerce des armes qui trouve un réseau de transport sûr et discret.

D'un point de vue politique et diplomatique, en plus du réseau international qu'offrent les DOM-TOM, c'est aussi un moyen pour la France de se présenter comme une force à la fois du Nord et du Sud dans un certain nombre de négociations régionales ou économiques comme les accords ACP. Les DOM-TOM sont également utilisés comme vecteurs de la culture française dans le monde ce qui a des retombées politiques et économiques non négligeables. Au total, il serait tout à fait erroné de prendre à la lettre les termes de *« confettis »* ou de *« miettes »* de l'Empire utilisés pour désigner les dernières colonies françaises ou de les considérer comme un archaïsme folklorique. Par leurs situations géographiques et leurs potentialités économiques, il s'agit de bases d'appui et de développement considérables pour l'impérialisme français. Ce sont les secteurs les plus dynamiques du capitalisme français qui sont intéressés et y trouvent un avantage déterminant dans la compétition internationale : l'armement, l'aérospatiale, les télécommunications, les grands équipements, le système bancaire, le négoce international, le tourisme... Ces territoires sont un atout qui permet à la France de mener une politique de puissance économique, militaire et politique au-dessus des seules potentialités que lui offrent la métropole. Cela explique l'acharnement avec lequel les différents gouvernements défendent ces positions.

LA DESTRUCTION DU PATRIMOINE ÉCONOMIQUE ET CULTUREL

On nous dit enfin que cette présence française fait le bonheur des populations concernées. Qu'en est-il ? L'économie coloniale traditionnelle — plantations de canne à sucre héritées du système esclavagiste aux Antilles et à La Réunion, l'extraction du nickel en Nouvelle-Calédonie — est entrée en crise sous l'effet de la saturation du marché mondial et de la concurrence de nouveaux producteurs. L'implantation de réseaux commerciaux de dimension internationale a déversé les produits métropolitains en minant l'agriculture vivrière, le petit commerce, l'artisanat et la petite industrie locale. C'est essentiellement le chômage et le secteur tertiaire autour de l'économie coloniale qui se sont développés alors que la production s'est effondrée. Au niveau culturel, l'école et les médias nient les identités, les langues, les traditions, les arts et les histoires des peuples au seul profit des valeurs et de la culture françaises soi-disant émancipatrices. Mais de façon plus pernicieuse encore le développement de l'économie coloniale entraî-

ne la diffusion de la mentalité d'assisté, prône l'emploi de bureau comme réalisation sociale au détriment du travail primaire ou secondaire. Il introduit de nouveaux comportements et habitudes de vie liés aux besoins d'écoulement des marchandises venues de la métropole entraînant surconsommation, suréquipement, inadaptation et gaspillage.

Ces évolutions se sont accompagnées de la mise en place de sociétés « duales » : un secteur privilégié autour des appareils économique, étatique et militaire coloniaux (prime de vie chère aux fonctionnaires sur lesquels sont alignés les cadres du commerce et des banques, surprofits et aides de l'Etat pour les entreprises locales d'import-export qui est le secteur principal de reconversion des colons, gros propriétaires fonciers héritiers des maîtres esclavagistes...). A l'opposé, la grande majorité des populations locales est soumise au chômage (de 30 à 50% des populations actives) ou au travail saisonnier (les coupeurs de canne). Les petits paysans souffrent de la crise sucrière, de la concurrence des produits métropolitains et de la spéculation foncière liée en particulier au tourisme. Le bénéfice de la couverture sociale métropolitaine est un leurre : alors que le coût de la vie est plus élevé dans les DOM (justification de la prime des fonctionnaires), paradoxalement le SMIC subit des abattements d'environ 30%, alors que le chômage est endémique on supprime les allocations familiales aux chômeurs de longue durée. Cette situation aboutit à de très forts taux d'émigration vers la métropole où les travailleurs connaissent la situation des autres travailleurs immigrés en France. Une telle situation sociale explosive a poussé le colonialisme français à tenter de créer une nouvelle couche sociale dans la paysannerie qui lui soit plus favorable en même temps qu'elle répond à ses besoins. Il s'agit d'aider financièrement des paysans moyens et de les former aux techniques occidentales pour produire les produits agricoles qui ne peuvent être cultivés sur le territoire métropolitain (fruits exotiques...). Cette petite minorité (le créneau est étroit) se trouve coupée sinon opposée à la majorité des paysans car les premiers se trouvent entièrement tenus par le système colonial (crédit, aide, techniques, marché) alors que les seconds en sont rejetés. Il s'agit donc d'une opération de division et d'intégration partielle des populations colonisées sous couvert de développement et de modernisation.

Le patrimoine de ces pays est délaissé ou détruit. Les potentialités énergétiques (géothermiques ou solaires par exemple) ne sont pas utilisées et l'énergie est entièrement importée. Des opérations foncières détruisent des équilibres écologiques, dévastent des paysages et gaspillent des terres cultivables.

Le système politique « décentralisé » n'a en fait aucun pouvoir réel sur le développement de ces pays qui est entre les mains de multinationales françaises. Il joue en revanche un rôle d'écran vis-à-vis de l'Etat colonial. Le suffrage universel y est souvent truqué par des notables locaux qui s'appuient sur le clientélisme légalisé par la possibilité pour les municipalités d'embaucher de nombreux travailleurs sans statut (au nom de la lutte contre le chômage). Ce système permet, par exemple, en embauchant un individu par famille de faire un chantage à l'emploi lors des élections sur l'ensemble d'une communauté.

LA MONTÉE DES MOUVEMENTS INDÉPENDANTISTES

Dans cette situation, les mouvements indépendantistes ont pris la tête des luttes populaires contre le colonialisme français. Et ce dernier y répond par la répression brutale, meurtrière (l'assassinat d'Eloi Machoro n'est en rien une bavure) ; un récent ouvrage (*) apporte un témoignage tout à fait éclairant en la matière sur les événements trop méconnus de mai 67 en Guadeloupe : 87 morts avoués par le Secrétaire d'Etat Lemoine en mars... 85! Il utilise pour cela une police et des forces de répression spéciales, une justice d'exception... et pour le moins expéditive. De plus, la radicalisation de la droite à un niveau supérieur à celui de la métropole et son alliance avec l'extrême-droite engendrent un terrorisme dans la pure tradition de l'OAS qui vient prêter main forte et compléter la besogne des forces officielles de l'ordre colonial. Mais l'actualité récente en Nouvelle-Calédonie et en Guadeloupe montre surtout que la politique coloniale de la France est de plus en plus combattue par les peuples qui y sont soumis. Les luttes regroupent des forces plus nombreuses, s'élargissent à tous les secteurs de la population et s'approfondissent par la résistance économique (cf l'article ci-joint mais aussi les expériences menées par le FLNKS et qui se systématiseront dans le cadre des régions conquises électoralement), par l'action et l'organisation syndicales – voir l'interview de Rosan Mounien ; par l'action et la réflexion sur les fronts de la santé, de l'éducation, de la culture...

PROJET DE DÉVELOPPEMENT QUI INTEGRE L'ECONOMIQUE, LE POLITIQUE ET LE CULTUREL...

C'est sur la base de ces pratiques mais aussi d'une réflexion critique sur les voies suivies par les anciennes colonies que s'est dégagé un nouveau projet de développement en rupture avec le colonialisme mais aussi avec les tentatives de néo-colonialisme actuellement en œuvre dans les DOM-TOM. Ce projet de développement intègre non seulement l'économique mais aussi le politique et le culturel. En cela il oblige à s'enraciner dans les spécificités locales en prenant en compte les cadres régionaux – Caraïbes pour la Guyane, la Martinique et la Guadeloupe ; Pacifique pour la Nouvelle-Calédonie et la Polynésie ; océan Indien pour Mayotte, partie intégrante des Comores, et La Réunion.

Par la prise en compte du culturel et par le refus de s'aligner, ces projets s'opposent aux modèles dominants occidental ou soviétique, qui sont en crise ouverte tant dans les métropoles que dans leurs implantations périphériques. Lors de la « Conférence sur les dernières colonies françaises » la lutte pour l'indépendance n'a pas été présentée comme un affrontement de principes politiques, justes mais abstraits, mais comme un combat

concret engageant les masses dans tous les aspects de leur vie par la résistance économique, des pratiques culturelles, la mise en place de contre-pouvoirs. La recherche d'une voie de développement qui leur soit propre par les peuples des colonies françaises constitue une contribution, y compris à la recherche d'une alternative en France. Ils montrent en effet que l'émancipation passe par une rupture non seulement avec un système objectif mais aussi et surtout avec un mode de pensée. C'est tout d'abord avec les pays du Sud, rompre avec l'« européocentrisme » profondément ancré dans les mentalités occidentales de tous les courants philosophiques et politiques. Selon cette idéologie, les pays du Tiers Monde devraient se donner les mêmes objectifs et suivre les mêmes chemins que les pays industrialisés. Cette conception est en fait la théorisation de l'incapacité de mener une critique fondamentale de notre système et par voie de conséquence d'y offrir une alternative. C'est admettre l'impératif économique sur le social, le politique et le culturel et en définitive sur les hommes. C'est dans la recherche d'une « sortie de la crise » faire un pas supplémentaire dans l'intégration au système impérialiste mondial dominé par les USA et selon le modèle japonais. Ce qui revient à l'échelle mondiale à amplifier le chômage, les inégalités, la déchéance idéologique et les régimes totalitaires.

A l'opposé, les mouvements indépendantistes des DOM-TOM proposent une voie nouvelle, indépendante, autonome – dans les cadres régionaux – et faisant des peuples concernés à la fois l'objet et le sujet du développement dont l'aspect économique n'est qu'un moyen d'accéder à un bien-être intégrant pouvoir et culture. Par cette contribution théorique et pratique, la solidarité entre les peuples colonisés et de la métropole prend une dimension renouvelée marquée par le soutien réciproque. D'un autre point de vue, la lutte des DOM-TOM soutient efficacement notre propre combat. Car le fait pour la France de rester une puissance coloniale n'est pas sans conséquence sur la structure économique sociale et politique de la société française. L'adoption par le capital français d'une stratégie mondiale pousse à la spécialisation du système productif et accroît sa dépendance par rapport au marché mondial dominé par les Etats-Unis. La persistance de la mentalité coloniale dans le patronat, le fait compter plus sur des marchés *« captifs »*, *« politiquement »* acquis plutôt que sur l'utilité, la qualité et le prix des produits fabriqués. Le colonialisme maintient des secteurs archaïques et/ou parasitaires dans la société française ; et dans les colonies se recrutent les éléments les plus extrémistes de la droite.

Il en va plus que d'une question de principe pour le mouvement ouvrier et populaire français de soutenir fermement la lutte des peuples des DOM-TOM pour leur droit à l'indépendance. Il s'agit d'une question cruciale également pour notre propre avenir, pour bâtir un socialisme indépendant de tout modèle et de toute allégeance à un bloc. Car cela nécessite une rupture complète, politique, économique et idéologique avec toutes les formes d'impérialisme qui a toujours des implications concrètes dans la formation sociale de la métropole, vérifiant une fois de plus qu'*« un peuple qui en opprime un autre ne peut être libre »*.

Alain DUPRÉ

(*) Il s'agit de **MÉ 67** *– voir page 5 de ce* Travailleurs

SOMMAIRE

Editorial 2

GUADELOUPE

Interview de Rosan Mounien, secrétaire général de l'UGTG 3-4-5

Lendépendans : un succès de presse 6

Un nouveau mode de développement 7-8

POLYNÉSIE

Interview de F. Roux : « Une colonisation particulière, noyée dans le miel » 9-10-11

KANAKY

85% du peuple kanak pour l'indépendance 12

Charte du Front de Libération Nationale Kanak et Socialiste 13-14-15

Le soutien à l'indépendance des peuples colonisés, une question cruciale pour notre propre avenir 16-17-18-19

Abonnez-vous à :

Flash Alternative
hebdomadaire

et TRAVAILLEURS
mensuel

Je désire
- ☐ prendre contact avec le PAC
- ☐ recevoir en spécimen un numéro de TRAVAILLEURS
- ☐ m'abonner un an (150,00 F) ☐ six mois (80,00 F)

Nom et prénom .....

Adresse et code postal .....

.....

Entreprise .....

A retourner à : PRESSE D'AUJOURD'HUI – B.P. 90 – 75962 Paris Cedex 20

Travailleurs : B.P. 90, 75962 Paris Cedex 20 – Tél. : (1) 43 66 71 53 – Directeur de publication : M. Cuisinier
Abt un an : 100,00 F – Commission paritaire n°10402 – Imp. Presse d'Aujourd'hui : B.P. 90, 75962 Paris Cedex 20